LE FRANCO

Le seul journal de langue française de l'Alberta. Depuis 1928

Vol. 21 No. 18 Edmonton, le vendredi 1er mai 1987 16 pages 0.50

Dans un premier de deux éditoriaux, Guy Lacombe se penche sur l'avenir de la Caisse Francalta. En page 4.

• Si le débat devait «prendre de l'ampleur»

LES ANGLOPHONES DU QUÉBEC PRÊTS À VENIR EN ALBERTA APPUYER PIQUETTE



M. Michael Goldbloom, président d'Alliance Québec

YVES LAVERTU

EDMONTON - Dans une entrevue qu'il accordait au Franco le vendredi 24 avril, M. Michael Goldbloom président d'Alliance Québec, le regroupement des anglo-québecois affirme être disposé à venir en Alberta prêter main-forte à la cause Piquette si le débat l'entourant devait s'envenimer.

«Si c'est une question qui commence à prendre de l'ampleur, je suis absolument prêt à venir si cela est nécessaire» déclare Michael Goldbloom.

M. Goldbloom fait d'ailleurs valoir que ce n'est pas la première fois que le regroupement des anglophones du Québec s'implique aux côtés d'une minorité francophone vivant à l'extérieur du Québec.

Il y a quelques années au moment du débat entourant la question du français au Manitoba, des porte-parole d'Alliance Québec se sont rendus dans cette province expliquer à leurs compatriotes anglophones le traitement que les anglo-québecois recevaient en comparaison avec la situation franco-manitobaine.

À Edmonton et Calgary, la presse anglophone vis-à-vis l'Affaire Piquette s'est prononcée plutôt en faveur de la reconnaissance des droits constitutionnels de la minorité francophone tandis qu'à l'intérieur de ces pages ce sont les lecteurs qui, grosso modo, s'y opposent.

Un des argument qu'on retrouve dans ces lettres pour s'élever contre le français à la législature réside dans la conviction que les anglophones du Québec sont «mal traités» dans cette province et que l'Alberta n'a pas par conséquent à concéder ici des droits particuliers aux francophones.

«C'est faux de dire que les anglophones du Québec sont si mal traités» affirme M. Goldbloom. «C'est d'ailleurs une ironie que dans ce pays, le seul moment où les gouvernements provinciaux portent une attention aux droits des minorités des autres provinces, c'est afin de trouver des arguments pour ne pas respecter leur propre minorité». Dans cette perspective, affirme Michael Goldbloom, le Québec n'est pas totalement exempt de blâmes mais selon lui, il n'y a aucune «comparaison entre la situation des anglophones du Québec et celle des minorités francophones hors Québec».

«La réalité est que nous, la communauté anglophone, avons énormément progressé au cours des dix dernières années, même avec le Parti Québecois». «C'est évident que les défis à relever sont beaucoup plus grands du côté des francophones hors Québec».

Selon M. Goldbloom, c'est adopter un comportement «hypocrite» que de déclarer que les anglophones du Québec sont «mal traités», ceci afin de mieux dénier par la suite les droits de la minorité francophone hors Québec.

Alliance Québec a déjà fait parvenir au Premier ministre de l'Alberta M. Don Getty une lettre lui faisant part de ses «préoccupations» face à l'Affaire Piquette.

L'organisme anglophone enjoint le gouvernement Getty à s'aligner sur les provinces du Québec, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario qui permettent déjà l'usage des deux langues officielles dans leur assemblée législative.

Par ailleurs, Alliance Québec urge Don Getty de faire preuve de leadership dans cette matière en résistant par exemple aux pressions des éléments les plus bigots de la société albertaine.



À l'occasion de l'assemblée annuelle de la Société Historique et Généalogique de Smoky River tenue à Donnelly le 9 avril dernier, un protocole d'entente a été signé entre l'Institut de recherche de la Faculté Saint-Jean, Héritage Franco-Albertain de St-Paul et la Société elle-même. Ci-haut, on voit de g. à d.: le doyen de la Faculté, M. Jean-Antoine Bour, M. Albert Turcotte, président de la Société et M. Raymond Lanteigne représentant d'Héritage Franco-Albertain. Tous les détails la semaine prochaine dans l'article de Annie Bezeau.